



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RESOCLEAN 71

CLEAN 71

ZI de Seysseul - BP 1654
38216 Vienne

Références : CF/VV/2025/L_297
Code AIOT : 0025000003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement RESOCLEAN 71 implanté 4 Rue L.J. Thénard #3819 71530 Champforgeuil. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection réactive s'inscrit dans le cadre de l'action régionale Sécheresse, au regard des bulletins mensuels de situation hydrologique en Bourgogne Franche-Comté (<https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/le-dernier-bulletin-de-situation-hydrologique-a6268.html>), de la signature de l'arrêté préfectoral de passage de seuil Saône aval n°71-2025-07-03-0001 du 03/07/2025, et des conditions météorologiques favorables à l'intensification de l'épisode de sécheresse estivale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESOCLEAN 71
- 4 Rue L.J. Thénard #3819 71530 Champforgeuil
- Code AIOT : 0025000003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est spécialisée dans les travaux de nettoyage de citernes et de contenants de type GRV.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Art. 5	Sans objet
2	Exemption	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Sans objet
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Sans objet
5	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral cadre interdépartemental n°1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône.

Le jour de la visite, le niveau de gravité de la sécheresse, tel que précisé à l'article 4 de l'arrêté précité, est fixé au niveau alerte par arrêté préfectoral de passage de seuil Saône aval n°71-2025-07-03-0001 du 03/07/2025.

Les mesures applicables aux activités industrielles, dont ICPE, commerciales, artisanales dont la consommation en eau est supérieure à 7000 m³ / an sont précisées à l'annexe 4 de l'arrêté cadre. L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique actualisé pour la période 2025 et des investissements techniques importants ont été réalisés en 2024 de manière à réduire la consommation d'eau par optimisation du débit d'eau utilisé. Ainsi, par comparaison de périodes annuelles équivalentes (cf fiche de constat 2), d'importantes économies d'eau ont été réalisées à nombre de lavage constant. Le nombre de lavage ayant néanmoins augmenté, la consommation globale d'eau de la station a augmenté en 2025.

Compte tenu du plan de sobriété hydrique présenté, des investissements réalisés permettant de réduire notablement de 25 % la consommation d'eau à nombre de lavages constant, l'inspection considère que l'exploitant entre dans le champ d'une exemption à l'application des réductions imposées par l'arrêté cadre interdépartemental n°1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône, pour l'année 2025.

Il est toutefois rappelé à l'exploitant que l'exemption susvisée s'accompagne de la prescription

suivante :

"Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25 % pour les niveaux d'alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers des plans de sobriété hydrique."

L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de procéder à la mise en œuvre des réductions temporaires de -5%/-10%/-25% en alerte/alerte renforcée/crise, en cas de dépassement de prélèvement d'eau supérieur à 10000 m³ /an (cf fiche de constat 2).

Une demande de compléments a été rédigée (cf fiche de constat 2) au regard des variations du ratio "quantité d'eau consommée" / "nombre de lavages de citernes" constaté en 2021, 2022 et 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Art. 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service « police de l'eau ») une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau. Compte tenu de leur caractère exceptionnel, ces mesures d'adaptation ne seront essentiellement envisagées qu'au niveau de crise dans le cas où l'usage de l'eau est interdit. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné.
Constats : L'exploitant a connaissance de l'arrêté préfectoral cadre interdépartemental n°1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône. Le jour de la visite, le niveau de gravité de la sécheresse, tel que précisé à l'article 4 de l'arrêté susvisé, est fixé au niveau alerte. Les mesures applicables aux activités industrielles, dont ICPE, commerciales, artisanales dont la consommation en eau est supérieure à 7000 m ³ / an sont précisées à l'annexe 4 de l'arrêté. Il est rappelé à l'exploitant que l'article 5 de l'arrêté préfectoral cadre dispose : « <i>Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service « police de l'eau ») une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau. Compte tenu de leur caractère exceptionnel, ces mesures d'adaptation ne seront essentiellement envisagées qu'au niveau de crise dans le cas où l'usage de l'eau est interdit. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné</i> » .

L'exploitant précise en séance qu'il n'a pas fait de demande de dérogation, les dispositions de l'annexe 4 sont pleinement applicables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exemption

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements

Prescription contrôlée :

Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.

Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle. Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25% pour les niveaux alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant.

Sont exemptés les prélèvements pour les activités des ICPE nécessaires :

- à l'alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux,
- à la transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssable à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée.

Constats :

RESOCLEAN 71 ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à mettre en œuvre en cas de sécheresse.

Le volume de référence n'a pas été calculé par l'exploitant ; la consommation de référence prise pour la suite de la visite est 7900 m³ reprise sur la base de la déclaration de l'exploitant pour 2024.

L'exploitant a mis en service, en 2024, un skid comportant 5 pompes à vitesse variable, de manière à réduire la consommation d'eau par optimisation du débit d'eau utilisé. Il dispose par ailleurs d'un plan de sobriété hydrique (PSH) présenté en séance et transmis par courriel du 18/07 accompagné d'un tableau de calculs synthétique (tableau calcul de volume par lavage) précisant les économies d'eau réalisées entre 2023, 2024 et 2025 sur des périodes similaires (avril à juillet).

Le tableau fait état d'une baisse de 25,89% environ par rapport à 2023 et de 31,89 par rapport à 2024, pour une quantité de lavage équivalente.

La consommation d'eau annuelle a toutefois varié du fait de la modulation du nombre d'opérations de lavage réalisée. A titre indicatif, les informations suivantes ont été transmises par

l'exploitant :

année	consommation (m3)	quantité de lavage intérieur de citernes
2020	7078	3499
2021	9625	3705
2022	8011	2715
2023	8337	2329
2024	8154	3035

De manière relative, c'est-à-dire à quantité de lavage équivalente, l'objectif de baisse de 25 % par rapport à la période similaire de 2024 est atteint ; le nombre d'opérations de lavage ayant toutefois augmenté en 2025 par rapport à 2024 pour la période considérée, la consommation globale a augmenté.

L'exploitant précise que la seule manière de baisser la consommation d'eau, au regard des investissements techniques réalisés, serait de diminuer l'activité de la station en diminuant le nombre de lavage, et donc de refuser des commandes clients. Cette option n'est pas envisagée à ce stade.

En conclusion, compte tenu du plan de sobriété hydrique présenté, des investissements réalisés permettant de réduire notablement de 25 % la consommation d'eau à nombre de lavages constant, l'inspection considère que l'exploitant entre dans le champ d'une exemption à l'application des réductions imposées par l'arrêté cadre interdépartemental n°1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône, pour l'année 2025.

Il est toutefois rappelé à l'exploitant que l'exemption susvisée s'accompagne de la prescription suivante :

"Toutefois, pour les prélèvements de plus de 10 000 m³/an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25 % pour les niveaux d'alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser a minima au travers des plans de sobriété hydrique."

L'inspection rappelle donc à l'exploitant la nécessité de procéder à la mise en œuvre des réductions temporaires de -5%/-10%/-25% en alerte/alerte renforcée/crise, en cas de dépassement de prélèvement d'eau supérieur à 10000 m³ /an.

L'inspection constate toutefois que le ratio "quantité d'eau consommée" / "nombre de lavages de citernes" donne les informations suivantes :

-> 2017 : 2,45 m3 / lavage,

-> 2018 : 2,03 m3 / lavage,

<p>-> 2019 : 1,93 m3 / lavage, -> 2020 : 2,02 m3 / lavage, -> 2021 : 2,60 m3 / lavage, -> 2022 : 2,95 m3 / lavage, -> 2023 : 3,58 m3 / lavage, -> 2024 : 2,69 m3 / lavage.</p> <p>Ce ratio a notablement augmenté en 2021 avec des pics en 2022 et 2023. Quelle est l'explication ?</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande de compléments</u> : l'exploitant explicitera les variations à compter de 2021, 2022 et 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu du plan de sobriété hydrique présenté, des investissements réalisés permettant de réduire notablement de 25 % la consommation d'eau à nombre de lavages constant et pour une période de référence similaire en 2024, l'inspection considère que l'exploitant entre dans le champ d'une exemption à l'application des réductions imposées par l'arrêté cadre interdépartemental n°1179 du 15 juillet 2024 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône, pour l'année 2025. (voir détails complémentaires sur fiche de constat 2).</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées, tenant compte du fait que le plan de sobriété hydrique interdit, à partir du seuil d'alerte de juillet 2025, l'interdiction de procéder à des lavages extérieurs de manière à réduire la consommation d'eau. L'utilisation de RIA pour le nettoyage des pistes de lavage a également été suspendue.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de consommation d'eau journalier. Le registre visualisé en séance n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est inférieure à 7000 m ³ par an : - mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations. - les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. - pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.
Constats : La consommation annuelle des installations est supérieure à 7000 m ³ . La prescription ne s'applique pas. A noter toutefois (cf fiche de constat 3) que le plan de sécurité hydrique interdit, à partir du seuil d'alerte de juillet 2025, l'interdiction de procéder à des lavages extérieurs de manière à réduire la consommation d'eau. L'utilisation de RIA pour le nettoyage des pistes de lavage a également été suspendue. RESOCLEAN 71 ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à mettre en œuvre en cas de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite